



**SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021
DECISION N° 2021-025- DB**

Date d'affichage : 18 février 2021	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	Membres présents en séance :
En exercice : 52	Présents : (43)
Quorum : 27	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Présents: 43	Excusé(s) : (4)
Excusé(s) : 4	Eric MOUSSERION, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX
dont pouvoir(s) : 1	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
Absent(s) : 5	Benoît LEDOUX à Jackie GOULET
Nombre de votants : 44	Absent(s) : (5)
Secrétaire de séance :	Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY
M. Guy BERTIN.	

CONSTRUCTION D'UN ATELIER-RELAIS N°9 - ZONE D'ACTIVITÉ DE LA SAULAIE À DOUÉ-EN-ANJOU : APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL ET INSCRIPTION DE L'ACTION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « PAYS DE LA LOIRE RELANCE INVESTISSEMENT INTERCOMMUNAL »

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire procède régulièrement à la création ou l'extension de bâtiments industriels « relais » dont l'objectif principal est de pouvoir accueillir une grande diversité d'activités et d'usages. Ces bâtiments sont destinés à être loués ou vendus à des entreprises.

Dans le cas de ce projet, l'opération consiste en la construction d'un atelier relais avec preneur sur la ZA « La Saulaie » de Doué en Anjou, désignée par convention comme portant le n°9. D'une superficie totale de 600 m², il comportera deux zones distinctes : une zone de bureaux - locaux sociaux pour 300m² et une zone d'atelier destinée au stockage ou à la production artisanale ou industrielle pour également 300m².

La zone bureau respectera les dispositions de la Réglementation Thermique RT2012. Cette construction sera réalisée au voisinage immédiat d'autres bâtiments industriels de même type ; elle sera conçue afin de s'intégrer de façon harmonieuse dans son environnement.

Aussi

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ; **Vu** la délibération n°2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau et au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n°2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant que le programme « Construction d'un atelier-relais n°9 - Zone d'activité de la Saulaie à Doué-en-Anjou » peut faire l'objet de demande de subvention du dispositif « Pays de la Loire Relance Investissement Intercommunal » de la Région ;

Considérant le plan de financement prévisionnel HT de cette opération, lequel s'articule comme suit :

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	%
Acquisition Foncière	30 000 €	Région PRII	543 088 €	80
Maîtrise d'œuvre	33 860 €			
Etudes (CT, SPS, Géotechnique, relevé topo...)	15 000 €			
Travaux	570 000 €			
Raccordement	18 000 €			
Assurances dommage-ouvrage	12 000 €	Autofinancement	135 772 €	20
TOTAL	678 860 €	TOTAL	678 860 €	100

Il est proposé au Bureau :

- **D'APPROUVER** le programme de Construction d'un atelier-relais n°9 - Zone d'activité de la Saulaie à Doué-en-Anjou tel que décrit ci-dessus
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel précité,
- **D'INSCRIRE** le projet « Construction d'un atelier-relais n°9 - Zone d'activité de la Saulaie à Doué-en-Anjou » au titre du dispositif Pays de la Loire Relance Investissement intercommunal,
- **DE SOLLICITER** un financement dans le cadre du dispositif « Pays de la Loire Relance Investissement intercommunal » à hauteur de 543 088.00 € soit 80 % des dépenses totales HT.
- **D'AUTORISER** M. le Président ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tout document afférent à cette opération.

Accusé de réception en préfecture
019 21 21 21 21
Date de télétransmission : 17/02/2021
Date de réception préfecture : 17/02/2021

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 44 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 17 FEV. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8 - Domaine et compétence par thème	8.4 - Aménagement du territoire
-------------------	-------------------------------------	---------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »